

La farce du double pouvoir¹

1917

Les conditions de la guerre déforment et obscurcissent l'action des forces intérieures de la révolution. Mais son cours n'en restera pas moins déterminé par ces mêmes forces intérieures, c'est-à-dire les classes.

La révolution, qui montait depuis 1912, a vu, dans un premier temps, son élan brisé par la guerre, mais ensuite, grâce à l'intervention héroïque d'une armée exaspérée, elle s'est accélérée dans la combativité sans précédent. La capacité de résistance de l'ancien régime avait été définitivement minée par le déroulement de la guerre. Les partis politiques qui auraient pu jouer le rôle de médiateurs entre la monarchie et le peuple se trouvèrent tout à coup suspendus dans les airs en raison des formidables poussées venues d'en bas et furent obligés au dernier moment de faire le saut périlleux vers les rivages sûrs de la révolution. Cela conféra à la révolution, pour un temps, l'apparence extérieure d'une parfaite harmonie nationale. Pour la première fois dans toute son histoire, le libéralisme bourgeois se sentit « lié » aux masses – et c'est cela qui dut lui donner l'idée d'utiliser l'esprit révolutionnaire « universel » au service de la guerre.

Les conditions, les buts, les participants de la guerre ne changèrent pas. Goutchkov et Milioukov, les membres les plus ouvertement pro-impérialistes de l'équipe politique de l'ancien régime, étaient maintenant les maîtres des destinées de la Russie révolutionnaire. Naturellement, la guerre, dont la nature restait fondamentalement la même que sous le tsarisme – contre le même ennemi, avec les mêmes alliés, avec les mêmes engagements internationaux –, devait maintenant se transformer en une « guerre pour la révolution ». Pour les capitalistes, cela équivalait à mobiliser la révolution, avec toutes les forces et les passions qu'elle avait stimulées, au service de l'impérialisme. Les Milioukov consentirent magnanimement à qualifier le « chiffon rouge » d'emblème sacré – à condition que les masses laborieuses se montrent prêtes à mourir avec béatitude, sous ce chiffon rouge, pour Constantinople et les détroits.

Mais le pied fourchu impérialiste de Milioukov dépassait de façon trop voyante. Pour gagner les masses et canaliser leur énergie révolutionnaire vers une offensive sur le front extérieur, il fallait des méthodes plus élaborées et, par-dessus tout, on avait besoin de nouveaux partis politiques, dont les programmes n'aient pas encore été compromis et dont la réputation n'ait pas encore été ternie.

On les trouva. Dans les années de contre-révolution, en particulier lors du dernier boom industriel, le capital avait soumis et dompté intellectuellement plusieurs milliers de révolutionnaires de 1905, sans se soucier de leurs « notions » travaillistes ou marxistes. Et parmi les intellectuels « socialistes » apparurent d'assez nombreux groupes brûlant de prendre part à la répression des luttes sociales et à l'entraînement des masses vers les buts « patriotiques ». Main dans la main avec l'intelligentsia, mise en vedette à l'époque de la contre-révolution, venaient les faiseurs de compromis, qui avaient été définitivement effrayés par l'échec de la révolution de 1905, et depuis lors avaient cultivé un seul et unique talent : être agréable à tout le monde.

1 Source : « L'année 1917 », Petite collection Maspéro, 1976. Traduction de seconde main via l'anglais.

L'opposition de la bourgeoisie au tsarisme – sur une base impérialiste toutefois – avait, dès avant la révolution, fourni la base nécessaire à un rapprochement entre socialistes opportunistes et classes possédantes. À la Douma, Kérénsky et Tchkéïdzé conçurent leur politique comme annexe au bloc progressiste, et les Gvozdiev et Bogdanov « socialistes », participèrent avec les Goutchkov aux comités de l'industrie de guerre. Mais l'existence du tsarisme rendait très difficile la défense ouverte du patriotisme « gouvernemental ». La révolution balaya tous les obstacles de ce genre. La capitulation devant les partis capitalistes s'appela désormais « unité démocratique », la discipline de l'État bourgeois se transforma soudain en « discipline révolutionnaire » et, pour finir, la participation à une guerre de la révolution contre une défaite extérieure.

Cette intelligentsia nationaliste, qui avait été prédite, appelée et entraînée par le social-patriote Strouvé dans son journal *Vyekhi*, rencontra soudain un soutien inattendu et généreux dans la faiblesse des secteurs les plus arriérés du peuple, qui avaient été organisés de force pour constituer l'armée.

C'est uniquement parce que la révolution a éclaté au cours d'une guerre que les éléments petits-bourgeois de la ville et de la campagne ont pris automatiquement l'apparence d'une force organisée et commencé à exercer sur les membres du conseil des délégués ouvriers et soldats une influence dépassant de loin le pouvoir qu'auraient eu ces classes atomisées et arriérées en toute autre circonstance. L'intelligentsia menchevik-populiste a trouvé dans cette masse de provinciaux attardés, pour la plupart encore à peine éveillés politiquement, un soutien tout à fait naturel au début. En amenant les classes petites-bourgeoises à un accord avec le libéralisme bourgeois, qui venait à nouveau de révéler en beauté son incapacité à guider les masses populaires de façon indépendante, l'intelligentsia menchevik-populiste s'acquitt, grâce à la pression des masses, une certaine influence, y compris dans les couches prolétariennes, momentanément reléguées au second plan par l'importance numérique de l'armée.

À première vue, on aurait pu croire que toutes les contradictions de classe avaient disparu, que toute la société avait été replâtrée avec des morceaux d'idéologie menchevik-populiste et que, grâce aux « efforts constructifs » de Kérénsky, Tchkéïdzé et Dan, une trêve nationale entre les classes avait été conclue. D'où une surprise et une stupeur sans pareilles lorsque s'affirma à nouveau une politique prolétarienne indépendante ; d'où ce concert de lamentations furieuses et, pour tout dire, révoltantes contre les révolutionnaires socialistes, destructeurs de l'harmonie universelle.

Les intellectuels petits-bourgeois, après avoir été hissés par le soviet des délégués ouvriers et soldats à des hauteurs pour lesquelles ils n'étaient absolument pas préparés, furent effrayés par-dessus tout par l'idée de responsabilité et remirent donc respectueusement leur pouvoir au ministère féodalo-capitaliste issu de la Douma du 3 juin. La terreur sacrée du petit-bourgeois devant le pouvoir d'État, très évidente dans le cas des populistes (travailleurs), était voilée, chez les mencheviks-patriotes, par des socialistes d'assumer le fardeau du pouvoir dans une révolution bourgeoise.

Ainsi naquit le « double pouvoir », qu'on pourrait plus justement qualifier de *double impuissance*. La bourgeoisie détenait l'autorité au nom de l'ordre et de la guerre

jusqu'à la victoire ; mais, sans les soviets, elle ne pouvait gouverner ; ces derniers avaient avec le gouvernement des rapports de demi-confiance respectueuse, à laquelle se mêlait la peur que le prolétariat révolutionnaire, par un geste maladroit, ne renverse tout ce bel édifice.

La politique étrangère cyniquement provocatrice de Milioukov amena une crise. Conscient de l'étendue de la panique dans les rangs des leaders petits-bourgeois quand ils étaient confrontés aux problèmes du pouvoir, le parti bourgeois commença à utiliser en ce domaine le chantage pur et simple : en menaçant de faire la grève du gouvernement, c'est-à-dire de cesser de participer au pouvoir, il exigea que le soviet lui fournisse un certain nombre de potiches socialistes, dont la fonction dans le cabinet de coalition devait être de renforcer la confiance des masses dans le gouvernement et, de cette façon, de mettre fin au « double pouvoir ».

Devant l'ultimatum, les mencheviks-patriotes s'empressèrent de laisser tomber leurs derniers restes de préjugés marxistes contre la participation à un gouvernement bourgeois et entraînèrent avec eux les « leaders » travaillistes du soviet qui, pour leur part, n'étaient embarrassés par aucune surcharge de principes ou de préjugés. Cela était particulièrement clair chez Tchernov, qui ne revint des conférences de Kienthal et de Zimmerwald², où il avait excommunié Vandervelde, Guesde et Sembat, que pour entrer dans le ministère du prince Lvov et de Chingariev. Bien sûr, les mencheviks-patriotes russe firent remarquer que le ministérialisme russe n'avait rien à voir avec le ministérialisme français ou belge, car il était le produit de circonstances très exceptionnelles, prévues par la résolution contre le ministérialisme du congrès d'Amsterdam (1904)³. Pourtant, ils ne faisaient que répéter comme des perroquets les arguments des ministérialistes français et belges, tout en continuant à invoquer constamment la « nature exceptionnelle des circonstances ». Kérensky, dont la théâtralité verbeuse cache néanmoins quelques traces de pertinence, classa quant à lui très correctement le ministérialisme russe dans la même catégorie que celui d'Europe occidentale et déclara dans son discours d'Helsingfors que c'était surtout grâce à lui, Kérensky, que les socialistes russes avaient en deux mois accompli un chemin que les socialistes d'Europe occidentale avaient mis dix ans à parcourir. Marx avait bien raison de dire que la révolution est la locomotive de l'histoire ! Le gouvernement de coalition était condamné par l'histoire avant même sa formation. S'il avait été constitué immédiatement après la chute du tsarisme, comme expression de l'« unité révolutionnaire de la nation », il aurait peut-être pu contenir, pour un temps, l'affrontement des forces de la révolution. Mais le premier gouvernement fut le ministère Goutchkov-Milioukov. Son existence ne dura que le temps de dévoiler l'inanité de l'« unité nationale » et d'éveiller la résistance révolutionnaire du prolétariat aux tentatives de la bourgeoisie pour prostituer la révolution aux intérêts impérialistes. Le gouvernement de coalition, qui apparaissait manifestement comme un pis-aller, ne pouvait dans ces conditions prévenir la catastrophe ; il était lui-même destiné à devenir la principale pomme de discorde, la principale source de conflit et de divergences dans les rangs de la « démocratie révolutionnaire ». Son existence politique - car nous ne parlerons pas de ses « activités » - n'est qu'une lente agonie, déceimment enveloppée dans des flots de paroles.

2 Du nom de deux villages suisses où se tinrent deux conférences internationales contre la guerre, les 5-8 septembre 1915 et 24-30 avril 1916. Après la création de la III^e Internationale, l'union de Zimmerwald fut dissoute.

3 Ce congrès de la II^e Internationale se tint en août 1904. Les social-démocrates allemands, avec Bebel à leur tête, réussirent à faire passer une résolution condamnant l'acceptation par les socialistes français de portefeuilles dans le gouvernement bourgeois.

Pour lutter contre la faillite complète dans le domaine économique, en particulier dans celui du ravitaillement, la commission économique du comité exécutif des soviets élaborera un plan qui devait étendre la gestion étatique aux branches industrielles les plus importantes. Les mêmes de la commission économique diffèrent des leaders non pas tant par leurs tendances politiques que par une connaissance approfondie de la situation économique du pays. C'est justement pour cette raison qu'ils sont arrivés à des conclusions d'un caractère profondément révolutionnaire. La seule chose dont manque leur organisation, c'est de la force motrice d'une politique révolutionnaire. Le gouvernement, capitaliste dans sa majorité, ne pouvait évidemment pas donner naissance à un système diamétralement opposé aux intérêts égoïstes des classes possédantes. Si Skobelev, le ministre du Travail menchevique, ne le comprenait pas, cela fut en revanche très bien compris par le sérieux et efficace Konovalov, représentant du commerce et de l'industrie.

La démission de Konovalov ⁴ a porté un coup fatal au gouvernement de coalition. L'ensemble de la presse bourgeoise l'exprima nettement. On recommença alors à jouer sur la terreur panique des dirigeants du soviets : la bourgeoisie menaçait d'abandonner le pouvoir nouveau-né devant leur porte. Les « dirigeants » répondirent en faisant croire que rien de spécial ne s'était passé. Puisque le représentant sérieux du capital nous a quittés, invitons M. Bourishkine. Mais Bourishkine refusa avec obstination de participer à des opérations chirurgicales sur la propriété privée. Alors commença la quête d'un ministre du Commerce et de l'Industrie « indépendant », un homme qui n'aurait derrière lui rien ni personne et qui pourrait servir de boîte aux lettres inoffensive pour les revendications contradictoires du travail et du capital. Pendant ce temps, les dépenses continuent sur leur lancée et l'activité gouvernementale consiste surtout à faire marcher la planche à billets, à imprimer des assignats.

Ayant pour collègues et aînés MM. Lvov et Chingariev, Tchernov n'a pas pu étaler, dans les questions agraires, ne serait-ce que le radicalisme verbal si caractéristique de ce représentant typique de la petite bourgeoisie. Pleinement conscient du rôle qui lui était assigné, Tchernov s'est présenté non pas comme le représentant de la révolution agraire, mais comme celui des statistiques agricoles ! Selon l'interprétation libérale bourgeoise, que les ministres ont également adoptée, les masses doivent suspendre le processus révolutionnaire et attendre passivement la convocation de l'Assemblée constituante et, dès que les socialistes-révolutionnaires entrent dans le gouvernement des propriétaires fonciers et des industriels, les attaques des paysans contre le système agricole féodal sont stigmatisées comme de l'anarchie.

En politique internationale, l'effondrement des « plans de paix » annoncés par le gouvernement de coalition s'est produit de façon beaucoup plus rapide et catastrophique qu'on aurait pu s'y attendre. M. Ribot, Premier ministre français, a non seulement rejeté catégoriquement et sans cérémonie le plan de paix russe, tout en réaffirmant solennellement l'absolue nécessité de poursuivre la guerre jusqu'à la « victoire totale », mais encore a refusé aux sociaux-patriotes français leurs passeports pour la conférence de Stockholm, qui avait pourtant été préparée avec la collaboration des collègues et alliés de M. Ribot, les ministres socialistes russes. Le gouvernement italien, dont la politique de conquête coloniale s'est toujours distinguée par un cynisme inouï, par un « égoïsme sacré », répliqua à la formule de « paix sans

⁴ Konovalov était ministre du Commerce dans le premier gouvernement de coalition. Il démissionna le 31 mai 1917.

annexions » par l'annexion séparée de l'Albanie⁵. Notre gouvernement, ministres socialistes compris, a bloqué pendant deux semaines la publication de la réponse des Alliés, croyant évidemment à l'efficacité d'expédients aussi minables pour éviter la banqueroute de sa politique. En bref, le problème de la situation internationale de la Russie, le problème de *savoir pour quelle cause le soldat russe devrait être prêt à se battre et à mourir*, est toujours aussi aigu que le jour où le portefeuille des Affaires étrangères fut arraché à Milioukov.

Au ministère de l'Armée et de la Marine, qui continue à s'octroyer la part du lion dans les énergies et les ressources nationales, la politique du verbe et de la rhétorique règne sans partage. Mais les causes matérielles et psychologiques de l'état actuel de l'armée sont trop profondes pour être réglées par la prose et la poésie ministérielles. Le remplacement du général Alexeïev par le général Broussilov signifie sans aucun doute un changement pour ces deux officiers, mais aucun pour l'armée. La préparation du peuple et de l'armée à une « offensive », puis l'abandon soudain de ce slogan pour celui, moins précis, de « préparation à une offensive » montrent que le ministère de l'Armée et de la Marine est toujours aussi peu capable de conduire la nation à la victoire que le ministère de M. Terechtchenko l'était de la conduire à la paix.

L'image de l'impuissance du gouvernement provisoire atteint son apogée avec l'activité du ministère des Affaires étrangères qui, pour employer les termes des délégués les plus loyaux du soviet paysan, remplit « avec partialité » les bureaux des administrations locales de propriétaires féodaux. Les efforts de la partie active de la population qui arrive à obtenir des pouvoirs au niveau communal, par droit de conquête et sans attendre l'Assemblée constituante, sont aussitôt taxés, dans le jargon policier des Dan, d'« anarchie », et rencontrent l'opposition énergique du gouvernement qui, de par sa composition, est incapable de toute action énergique vraiment créatrice. Dans les tout derniers jours, cette politique banqueroutière a trouvé son expression la plus écœurante dans l'incident de Cronstadt⁶. La campagne infâme et malhonnête de la presse bourgeoise contre Cronstadt, qui est pour elle le symbole de l'internationalisme révolutionnaire et de la méfiance envers le gouvernement de coalition – et donc de la politique indépendante des larges masses populaires –, non seulement gagne le gouvernement et les leaders du soviet, mais a aussi transformé Tsérébelli et Skobolev en chefs de file de la honteuse répression contre les marins, soldats et travailleurs de Cronstadt.

Au moment où l'internationalisme supplantait systématiquement le social-patriotisme dans les usines, les ateliers et parmi les soldats du front, les ministres socialistes, soumis envers leurs maîtres, se risquaient au jeu hasardeux de détruire d'un seul coup l'avant-garde prolétarienne révolutionnaire et de préparer ainsi le « moment psychologique » pour l'ouverture de la session du congrès panrusse des soviets. *Rallier la démocratie paysanne petite-bourgeoise sous le drapeau du libéralisme bourgeois*, allié et prisonnier du capital anglo-français et américain, pour *isoler*

5 L'Albanie était devenue un État indépendant à la suite de la défaite de la Turquie dans la première guerre des Balkans (traité de Londres, 30 mai 1913). L'Italie envahit l'Albanie en 1914.

6 Début juin, les marins de la Baltique et les masses de Cronstadt se soulevèrent contre le gouvernement provisoire ; l'épithète la plus utilisée contre eux dans la presse russe et étrangère fut celle d'« anarchistes ». Le soviet de Cronstadt avait, par 210 voix contre 40, désavoué le gouvernement provisoire, déclarant qu'il ne reconnaissait que l'autorité du soviet de Petrograd. Cet acte fut déformé en tentative de sécession. Les marins de la Baltique furent une force révolutionnaire active à toutes les étapes de la révolution – contre le tsarisme, contre le gouvernement provisoire et dans le renversement de Kérénsky par les bolcheviks. (Note de Luis C. Fraina, 1918.)

politiquement et « discipliner » le prolétariat : telle est désormais la tâche principale à laquelle le bloc gouvernemental des mencheviks et des social-révolutionnaires consacre toutes ses énergies. Les menaces cyniques de répression sanglante et les provocations à la violence ouverte constituent un élément essentiel de cette politique.

L'agonie du gouvernement de coalition a commencé e jour même de sa naissance. Les révolutionnaires doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher cette agonie de se terminer dans les convulsions de la guerre civile. La seule façon d'y arriver n'est pas dans une politique de soumission et d'esquive, qui ne fait qu'aiguiser l'appétit de politiciens aux dents longues, mais bien plutôt dans une politique offensive sur toute la ligne. Nous ne les laisserons pas nous isoler : nous devons les isoler, eux. Nous devons répondre aux initiatives minables et méprisables du gouvernement de coalition en faisant comprendre même aux secteurs les plus arriérés des masses laborieuses le sens de cette coalition qui parade publiquement sous le masque de la révolution. Aux méthodes des classes possédantes et de leur appendice mencheviks-social-révolutionnaire, que ce soit sur le problème du ravitaillement, nous devons opposer les méthodes du prolétariat. C'est seulement de cette façon qu'on peut isoler le libéralisme et gagner au prolétariat révolutionnaire une influence décisive sur les masses urbaines et rurales. En même temps que la chute inévitable de l'actuel gouvernement se produira celle des leaders actuels du soviet des délégués ouvriers et soldats. L'actuelle minorité du soviet a maintenant la possibilité de préserver l'autorité du soviet en tant que représentant de la révolution et de lui assurer la poursuite de ses fonctions en tant que pouvoir central. Cela deviendra plus clair chaque jour. La période de « double impuissance », avec un gouvernement qui ne peut pas et un soviet qui n'ose pas, doit inévitablement culminer dans une crise d'une gravité sans précédent. Il est de notre devoir de tendre toutes nos énergies en prévision de cette crise, de façon que le problème du pouvoir soit abordé dans toutes ses implications.

Izvestia, 3 juin 1917

Vperiod, 8 juin 1917